

Jean Jacques Lumumba

Bruxelles, le 10 avril 2020

Président, ACE Awards 2019

Rond Point Schuman 2-4, Quartier Européen,
1040 Bruxelles, Belgique
E-mail : jeanjacqueslumumba@protonmail.com

**A Son Excellence Monsieur Félix
Tshisekedi
Président de la République Démocratique
du Congo
Au Palais de la Nation
À KINSHASA - GOMBE**

Excellence Monsieur le Président de la République

Des lâchetés, des faiblesses, des maladresses, nous en sommes tous, sans exception, les auteurs, les coupables et parfois même les complices. Notre devoir est de nous renforcer et de puiser en nous la force morale et l'énergie nécessaires à ne pas céder à nos démons et à devenir chaque jour un peu meilleur. Et en ce week-end pascal, je vous adresse cette lettre pour vous encourager à maintenir le cap dans ces temps difficiles où la Nation est menacée par le virus COVID19 et au moment où vous êtes l'objet de toutes les attentes et toutes les sollicitations.

Lorsque vous aviez placé la lutte contre la corruption au premier rang de vos priorités, d'aucuns avaient estimé que vous empruntiez le chemin de la facilité, à savoir celui de la démagogie faite de promesses sans lendemain et de slogan creux.

Lors d'une interview demeurée fameuse, à la stupéfaction générale, vous aviez, de bonne foi, affirmé que les rétro-commissions étaient légales en RD Congo et vous aviez établi les « cop' » comme une règle non écrite dans les affaires publiques. Cette déclaration avait achevé de convaincre les plus sceptiques sur votre réelle volonté à apporter le changement dans le pays.

Quant à votre refus de fouiner dans le passé pour en exhumer les cadavres de la République et tirer définitivement la ligne de la gestion prédatrice de votre prédécesseur et tous les détournements opérés au grand jour sur les fonds du Trésor Public, ce refus vous a attiré les foudres de ceux qui croyaient en vous pour tracer un chemin d'espérance dans la gestion de l'État.

Excellence Monsieur le Président de la République,

En prêtant serment sur la Bible, sans doute, ne saviez-vous pas que vous héritiez d'une situation sécuritaire, économique et financière catastrophique et n'aviez-vous pas conscience que l'état de délabrement moral de la société congolaise était aussi avancé.

Les élections chaotiques vous imposaient le devoir de redonner confiance à la population en ses nouveaux dirigeants et en elle-même. Vous l'avez compris et vous n'avez pas lésiné sur les moyens. Assurer la paix et la stabilité du pays, redresser les finances publiques, reprendre le dialogue avec les Institutions de Bretton Woods, convaincre la finance internationale de croire dans le destin du

Congo a été vos premiers gestes.

Sur le plan intérieur, vous avez immédiatement engagé les chantiers visant à changer la vie des Congolais et améliorer leur quotidien. Que ce soit en termes de développement d'infrastructures prioritaires ou par la mise en œuvre effective de la gratuité scolaire ou encore en engageant la lutte contre la corruption, vous avez essayé de convertir en actes la confiance que le peuple congolais vous manifestait par sa patience et son calme.

Et vous avez été trahi Monsieur le Président !

Vous avez été trahi là où vous ne l'attendiez pas. Ceux en qui vous aviez confiance ont abusé de leur position pour violer les règles élémentaires de la transparence et de gestion qu'exigeait la longue période de temps au cours de laquelle vous recherchiez une coalition gouvernementale capable de mettre en œuvre votre programme.

A la vue des chantiers à l'arrêt, vous avez initié un audit de votre programme d'infrastructures. Et la vérité n'a pas tardé à éclater ! Aujourd'hui tout indique que l'argent public a été détourné, volé, dilapidé, accaparé par une poignée de mauvais citoyens au rang desquels des gens notamment de la Présidence et des mandataires publics.

Ils ont à rendre compte devant la justice de notre pays ! Le peuple salue avec beaucoup d'enthousiasme votre décision de laisser la Justice évoluer en toute indépendance et sans aucune interférence. Voilà enfin la rupture tant espérée et attendue tous les Congolais !

Soyez-en félicité, monsieur le Président de la République, car vous avez eu le courage d'assumer votre engagement solennel prononcé lors de votre prestation de serment. Par ce geste, vous avez donné un sens, posé une première fondation matérielle, visible et palpable à l'édifice pour lequel votre père Etienne Tshisekedi, d'heureuse mémoire, a consacré tout le combat de sa vie, à savoir, l'instauration de l'état de droit au Congo !

Aujourd'hui, la justice suit son cours. Des puissants sont arrêtés. Confinés dans leur parcelle ou dans leurs appartements, les Congolais voient des banquiers, des hommes d'affaires, des politiques être auditionnés, gardés à vue et placés sous mandat d'arrêt. Ce qui semblait impossible hier est devenu réalité aujourd'hui ! Désormais, Tous les gestionnaires de l'État savent qu'ils ont rendez-vous, tôt ou tard, avec le devoir de redevabilité.

Les notions de détournements des deniers publics, de prise illégale d'intérêts, de favoritisme, de trafic d'influence, de blanchiment de détournements de fonds publics, de blanchiment de corruption, de concussion n'auront bientôt plus de secret, non seulement pour les étudiants en droit mais également pour tous les citoyens. Désormais, les Congolais sauront distinguer les personnes dépositaires de l'autorité publique de celles accusées de complicité de détournement de fonds publics ou de complicité de corruption.

Ils sauront et comprendront que moins d'argent public dans les caisses de l'état, à cause de détournements ou autres types de malversations, veut tout simplement dire moins d'hôpitaux et de médicaments pour soigner le peuple, moins d'écoles pour éduquer et instruire nos enfants, moins des logements sociaux, moins de ponts et de routes en bon état pour faciliter et favoriser la mobilité des personnes et des biens. Bref, moins de moyens pour améliorer nos conditions de vie en générale mais plus de moyens pour certains particuliers véreux qui ont choisi de mettre en péril l'intérêt commun et supérieur au bénéfice de leurs intérêts égoïstes et de leur enrichissement personnel !

Désormais sous votre leadership, une révolution est engagée dans la conscience collective des Congolais ! Votre devoir ultime est de poursuivre cet élan.

L'arrestation de Votre directeur de Cabinet est un pas dans la bonne direction. Présumés innocents, lui et ses amis, doivent rendre compte devant la justice pour les faits qui leur sont reprochés. La justice doit passer, les Congolais n'en attendent pas moins !

Là où le bât blesse Monsieur le Président, c'est le sentiment diffus ou perçu comme tel que sous couvert des faits reprochés à ceux qui ont été associés à la gestion de la chose publique depuis votre arrivée au pouvoir, les grands prédateurs de l'État congolais qui ont opéré à l'ombre de l'ancien président continuent eux à se cacher et à mener grand train en toute impunité !

Personne ne doit échapper au bras séculier de la justice ! Qui ignore aujourd'hui que des millionnaires congolais coulent des jours heureux en toute tranquillité après avoir détourné de l'argent public ?

A titre d'exemple, la redevance minière qui, depuis votre accession au pouvoir est acquittée régulièrement par les compagnies minières, a fait pendant longtemps la fortune d'un ministre des Mines qui vient d'acquérir un jet Gulfstream et dont la fortune immobilière est évaluée à plusieurs centaines de millions de dollars. Au Katanga, les frontières ont été privatisées par la famille de l'ancien président. Pour vous en assurer, il vous suffit de retracer les fonds de l'OCC Katanga qui atterrissent sur des comptes privés. Les ressources générées par le Fonds d'Entretien routier, FONER, dont le responsable doit justifier de sa gestion sous votre mandat ont, elles aussi, été accaparées par votre prédécesseur pour acquérir des terrains et construire des immeubles à Lubumbashi et à Kolwezi, au rang desquels Hypnose. Quant aux dépenses extrabudgétaires dont le montant global totalise plus d'un milliard de dollars et pour lesquelles les justificatifs attestent de surfacturations inqualifiables, ceux qui ont à répondre de leur gestion demeurent toujours intouchables. Que dire des opérations de bancarisation de salaires des fonctionnaires et de la rétrocession des TVA aux entreprises qui restent encore parmi les terrains les plus fertiles au pillage de l'État. Ne parlons pas de la gestion de la Gécamines et de ses accords de partenariats qui, à l'image du COVID19, ont laissé le fleuron minier du Katanga sans souffle au point, si l'on n'y prend garde, d'engager son pronostic vital !

L'espoir qui s'est levé dans le pays à la suite de votre volonté de voir la justice travailler en toute indépendance et dans le plus strict respect des principes fondateurs d'un État de Droit, à savoir l'égalité de tout citoyen devant la loi et la présomption d'innocence, ne doit pas être tué sur l'autel de la compromission politique !

Monsieur le Président, la politique de deux poids deux mesures ne paie pas !

Tous les prédateurs, quel que soit le bord politique auquel ils appartiennent doivent être poursuivis et sanctionnés. Le peuple congolais est éveillé. Sa vigilance ne sera plus jamais prise à défaut. Nos messages d'alerte en sont l'expression ! La société civile se constituera partie partout où les intérêts du peuple congolais ont été bafoués. Elle vous accompagnera dans votre combat pour un véritable État de droit en RD Congo.

Elle soutiendra massivement l'action engagée afin que l'État retrouve tous ses droits. Désormais une ligne de démarcation claire doit être établie entre la poche de l'État et celle d'un privé fut-il une grande personnalité politique ou un haut fonctionnaire civil/militaire. Faute de quoi, les coupables doivent être poursuivis, afin qu'ils répondent de leurs actes, qu'ils soient sévèrement punis et surtout réparent leur crime.

La corruption et la concussion sont le cancer de la société congolaise, elles entravent lourdement tout développement économique et alimentent systématiquement le frein à toute évolution politique et morale vers un Congo meilleur où l'effort et la prospérité doivent être équitablement partagés. Elles sont à la base du fossé qui existe aujourd'hui entre les citoyens

et leurs dirigeants. Vous avez, entre vos mains, l'outil qui peut redonner confiance et recréer ainsi un contrat moral et social entre les Congolais et leurs dirigeants.

Cet outil c'est la justice qui élève une nation !

Vous n'avez plus de temps à perdre, Monsieur le Président, d'autant qu'il vous faut des moyens importants pour épargner des centaines de milliers de vies humaines menacées par le COVID19. Le virus est entré et s'est installé en RD

Congo depuis un bon moment, nous devons maintenant ensemble l'en chasser avec nos moyens, nos ressources et notre volonté commune ! Il y va de notre avenir ! Nous ne pouvons toujours quémander l'aide internationale pour notre santé quand des milliardaires cachent dans leur compte à l'étranger des fonds qui seraient utiles à acheter, pour faire face au défi sanitaire en cours, des médicaments, des masques, des appareils respiratoires, des lits et des laboratoires pour sauver nos vies et celles de nos enfants !

Merci Monsieur le Président de la République de participer à l'élévation de notre nation. Ce faisant, vous vous inscrivez dans l'Histoire. Le peuple du Congo vous sera reconnaissant à jamais.

Veillez agréer Monsieur le Président de la République l'expression de mes sentiments de très haute considération.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Jean Jacques LUMUMBA L.", with a long horizontal line extending to the right.

Jean Jacques LUMUMBA L.
Président
ACE Awards 2019